Copenhague, et après?

JEAN-PAUL DELÉAGE

Tout se jouerait donc à Copenhague en décembre de l'an 2009. Bien entendu, loin de contester la gravité de l'urgence climatique, il nous semble nécessaire de souligner la priorité d'une analyse sérieuse des dimensions sociales et politiques des rapports complexes entre sociétés et incertitudes climatiques. Comme le souligne ironiquement Ben Cramer, «tout le monde y va de sa formule choc pour évoquer le temps qui se détraque [1]».

Cynisme et amnésie

Parmi les premiers, évidemment, Nicolas Sarkozy luimême, s'exprimant devant la conférence des ambassadeurs, le 26 août 2009, a déclaré: «Il n'y a pas de session de rattrapage, ce sera Copenhague en décembre ou ça ne sera pas [2].» Et deux jours plus tard, le 28 août, le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) a lancé sur Internet la campagne de signatures «Seal the Deal!» (l'heure de conclure!). On le voit, l'injonction manie la grandiloquence au motif de l'urgence absolue, en diffusant la menace vers une culpabilité aussi générale qu'impersonnelle. Aux adeptes du développement durable [3], il convient de rappeler l'importance attachée dans le Rapport Brundtland, la bible de cet oxymore politique, aux rapports entre paix, sécurité, développement et environnement. On peut même y lire que les armes nucléaires représentent «la plus grande menace pour l'environnement et le développement durable». Comme le rappelle fort opportunément Ben Cramer, « les neuf puissances dotées d'armes nucléaires sont capables de débloquer en 24 heures, juste pour maintenir en état et moderniser leurs arsenaux, l'équivalent de ce que le Pnue dépense en un an [4] ».

La militarisation du monde est donc l'adversaire premier, sinon le seul, de tous les peuples du monde et, plus simplement encore, de la vie sur Terre. La pollution militaire est ainsi la plus dangereuse et la plus grave de toutes. *A contrario*, la préservation relative de l'Antarctique tient à son statut de sanctuaire dénucléarisé et démilitarisé depuis 1959. Le site des militants de Copenhague^[5] s'ouvre sur le défilement

[1] B. Cramer, «Et si l'arbre climatique cachait la forêt des conflits armés?», ecolosphere.net/archives, 1er septembre 2009. [2] Cité par ibid. [3] J.-P. Deléage, «Un développement soutenable?», in P. Combemale (dir.), Les grandes questions économiques et sociales, La Découverte. Paris. 2009. p. 399-415. [4] B. Cramer, op. cit. [5] www.copenhague-2009. com.

inexorable des secondes qui nous séparent de l'heure de l'ouverture de la réunion. Nous ne pouvons oublier que la première horloge de l'Apocalypse a été mise en place dès 1947, qu'il était alors question de la bombe atomique, que le terme du compte à rebours a depuis été déplacé en fonction de la menace nucléaire et que «ceux qui ont dénoncé les arsenaux nucléaires [...] ont aussi été les premiers lanceurs d'alerte en matière climatique [6] ». Car c'est bien le danger d'une brutale rupture climatique qui était brandi dans le scénario catastrophe de l'hiver nucléaire [7], dans le cas du déclenchement de tirs croisés entre les deux superpuissances nucléaires de l'époque, l'URSS et les États-Unis. Les poussières dégagées auraient plongé l'hémisphère Nord, privé de la lumière et de la chaleur solaire, dans un froid glacial, bloquant le processus de la photosynthèse et rompant ainsi à leur base toutes les chaînes alimentaires.

On peut regretter que les climatologues ne s'interrogent pas sur le fait pourtant hautement significatif que l'empreinte écologique des forces armées et des systèmes d'armes soit exclue des négociations de Copenhague. Il est particulièrement grave que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) laisse entendre que le changement climatique ne représente pas une lourde menace pour la sécurité des peuples.

Climat et violence

Et pourtant, cette question est au cœur des préoccupations des «grands» qui sont censés piloter les affaires de la planète. Les États-Unis et l'Union européenne se préparent à affronter le flot des réfugiés de l'environnement. Le gouvernement canadien s'apprête à déployer une flotte de navires de guerre qui patrouilleront dans l'Arctique [8]... Car tous sont rendus à l'évidence d'un constat scientifique : le modèle d'exploitation des ressources terrestres touche désormais ses limites sur tous les continents.

L'analyse du fait que de plus en plus d'hommes, sur une planète unique menacée par le réchauffement global, disposeront de moins en moins de bases pour assurer leur survie permet au psychosociologue allemand Harald Welzer de formuler le diagnostic clinique de l'effacement de la distinction entre réfugiés fuyant la guerre et ceux fuyant leur environnement, entre réfugiés *politiques* et réfugiés *climatiques*, « *tant se multiplieront les guerres nouvelles générées par la dégradation du milieu* ^[9] ». H. Welzer traite des rapports entre le climat et la violence au moment où le souvenir de la brutalité inouïe par laquelle les pays indus-

[6] B. Cramer, op. cit.
[7] C. Sagan, P. J. Crutzen et
R. P. Turko, L'hiver nucléaire,
Seuil, Paris, 1991.
[8] B. Cramer, op. cit.
[9] H. Welzer, Les guerres du
climat, Pourquoi on tue au
XXIº siècle, Gallimard,
Paris, 2009.

trialisés s'assurèrent le contrôle et le pillage des ressources de leurs colonies est tout juste gommé par notre « *amnésie démocratique* ».

Voici que s'ouvre un nouveau cycle de l'histoire asymétrique de l'humanité, au moment aussi où l'implacable efficacité du modèle occidental parvient à une limite structurelle de son fonctionnement que personne ou presque n'avait soupçonnée si proche et si nette. Cette limite est physique et surtout sociale, car ce modèle ne marche que comme principe planétaire structurellement inégalitaire et parce que tous les problèmes écologiques sont des problèmes sociaux, « dans la mesure où ils touchent aux conditions de survie des hommes et ne sont d'ailleurs perçus que par eux [10] ».

En creusant le sillon de ses recherches passées sur la violence [11], Harald Welzer montre en quoi l'ouragan Katrina qui balaya La Nouvelle-Orléans en 2005 est paradigmatique des catastrophes climatiques et sociales à venir, et il insiste sur l'urgence suivante : les sciences humaines et sociales doivent se consacrer aux phénomènes majeurs que sont «l'implosion de sociétés, les conflits autour des ressources, les migrations massives, les insécurités, les angoisses, les radicalisations, les économies de guerre et de violence [12] » qui domineront le 21e siècle dont l'avenir est déjà parmi nous. L'Afghanistan et le Soudan sont les plus connus d'une trentaine de pays menacés de dislocation dans un proche avenir, selon l'ONG Greenpeace. L'évolution anthropogène du climat comme le pillage irréversible des ressources et la destruction durable d'espaces de survie, de même que tous les dégâts écologiques, sont d'ordre social et les causes structurelles des conflits comme l'émergence de marchés de la violence ou l'exclusion, voire l'extermination, de groupes de populations, se trouvent amplifiés par l'enchevêtrement des problèmes écologiques, tels que la dégradation des sols et des ressources en eau ou l'effondrement de la biodiversité dont les premiers effets sont alimentaires, sanitaires et migratoires. Les disparités et injustices internationales dans les dommages subis ainsi que dans la capacité à y faire face seront une source de conflits armés entre groupes sociaux et États, mais aussi entre générations et cela pour la première fois dans l'histoire à l'échelle planétaire. Résumons les causes probables des conflits d'origine «climatique»: exploitation de sols et accès à l'eau potable; multiplication des migrations internationales; montée de l'océan; inondations et/ou sécheresses récurrentes, sans oublier l'appropriation des matières premières [13].

[10] Ibid., p. 32.
[11] H. Welzer, Les exécuteurs. Des hommes normaux aux meurtriers de masse, Gallimard, Paris, 2007.
[12] H. Welzer, 2009, op. cit., p. 47.
[13] Sur ce point, voir «Mondialisation et conflits de ressources naturelles», £cologie & Politique, n° 34, 2007.

Les passés de l'avenir

Comme les catastrophes majeures du 20° siècle en ont administré la preuve, la terreur et l'extermination de masse, dont l'Holocauste reste à ce jour le paradigme indépassé, ne sont pas seulement des moyens pour transformer une réalité fantasmée en réalité vécue, mais aussi un mode de communication puissant et efficace. Bouclage des frontières, camps de transit, expulsions et surtout érection de barrières réputées infranchissables sont les moyens ordinaires mis en œuvre par les pays riches pour s'opposer à toute tentative de pénétration de leurs territoires par des flux migratoires de réfugiés de toutes les misères du monde. Ainsi les États-Unis ont le projet de fermer leurs 1 123 km de frontière avec le Mexique par des murs réels ou des clôtures virtuelles (radars, miradors, drones) et l'Union européenne réagit à l'afflux croissant de migrants par la mise sur pied d'une police aux frontières dont la direction est confiée à l'agence Frontex [14].

Après l'Holocauste qui, au 20° siècle, a durablement ébranlé la confiance en notre monde, nous devons comprendre que les catastrophes techniques, naturelles et sociales du 21° siècle peuvent prendre des dimensions inimaginables, ne serait-ce que parce qu'avant qu'elles ne se produisent nous ne disposons d'aucun cadre référentiel dans lequel elles pourraient être rangées : ainsi, le changement climatique comme problème écosocial a quelque chose en commun avec ces catastrophes énormes, « dans la mesure où la menace est globale, ses conséquences sont imprévisibles, les moyens de le contrôler anodins et son effet psychologique désorientant [15] ». Il y a là un potentiel de violence d'autant plus virulente que les effets de ces catastrophes seront totalement asymétriques.

Car nous devrions l'avoir appris de l'histoire du siècle récent, les catastrophes sociales s'ouvrent dès l'engagement dans des directions décisionnelles fausses, voire monstrueuses: soit, en Allemagne, dès que des hypothèses sur l'inégalité des hommes furent élevées au rang de vérités scientifiques, de lois et de décrets. Et cependant, quelle conscience aurait-on pu avoir à ce moment de la catastrophe qui allait s'abattre sur les Juifs, alors que personne ne songeait encore à une invention aussi terrifiante que les usines à exterminer des êtres humains que furent les camps de concentration et leurs chambres à gaz ?

Cependant, si les génocides du 20e siècle ont révélé avec quelle rapidité la solution aux problèmes qu'éprouve une société peut déboucher sur des énoncés radicaux et des actions meurtrières, nous sommes théoriquement démunis face à de probables catastrophes dans notre siècle. Ainsi, paradoxalement, les sciences sociales se refusent à se représen-

[14] Consulter le site: www.frontex.europa.eu. [15] H. Welzer, 2009, *op. cit.*, p. 216. ter que ce phénomène, pourtant décrit avec précision par les sciences de la nature (en l'espèce, la climatologie, avec ses savants et ses experts réunis dans le Giec [16]), puisse générer l'implosion de systèmes sociaux, des guerres civiles ou entre États voisins.

Mettre fin à une situation politique obscène

«Cette situation globale est vraiment obscène! D'un côté nous avons une catastrophe écologique et environnementale imminente. [...] Pourtant on trouve bien de l'argent pour acheter des armes, des tonnes d'armes terribles et sophistiquées... Et partout dans le monde, on voit éclater des guerres et des massacres», s'écrie le Pape à l'issue d'un Ultime concile pour sauver la planète [17] imaginé par le grand dramaturge italien Dario Fo.

Ce type de scénario catastrophe décrit par H. Welzer et imaginé par Dario Fo est pourtant vraisemblable tant il est vrai que la plupart des changements imaginables ont depuis longtemps dépassé le stade de simples hypothèses: asymétries sociales toujours plus démesurées, flots ininterrompus de migrants, escalade sans fin des processus de terrorisme et des contre-mesures sécuritaires dont se barde l'Occident, usage délocalisé et privatisé de la violence armée et affaissement des normes de l'État de droit. Il n'existe pas la moindre raison de croire que le monde ne va pas se réfugier dans l'escalade de toutes les violences pour tenter de résoudre ses problèmes désormais planétaires. Comme l'avait montré Friedrich Engels en instituant la violence accoucheuse de l'histoire, l'analyse réfléchie des dynamiques du capitalisme global atteste aujourd'hui que l'usage massif de cette violence est une option d'action toujours présente. La réalité de notre monde est donc à l'opposé des discours iréniques sur le développement durable dans lesquels se perdent les sciences sociales en France et qui ornent la plupart des discours préparatoires à la conférence de Copenhague [18]. Ainsi l'idéologie dominante, c'est-à-dire l'idéologie des classes dominantes, est prise à contre-pied de la réalité sociale et politique.

Bien sûr, les violences qui viennent ne prendront pas la forme d'une répétition de l'Holocauste, car lorsque les hommes perçoivent les problèmes comme menaçant leur propre existence, ils sont toujours tentés par les solutions radicales encore impensées dans l'histoire. Les cultures occidentales n'ont pas appris cette cruelle leçon du 20° siècle parce que trop attachées sans doute à l'héritage des Lumières. Mais leur capacité de résistance sera courte, deux ou trois générations tout au

[16] Sur ce point, voir «Réchauffement climatique: de la recherche à l'engagement», Écologie & Politique, n° 33, 2006.
[17] D. Fo, « Ultime concile pour sauver la planète», Courrier International, n° 873, 26 juillet-1er août 2007.
[18] À l'exception notoire de F. Rudolf, Le climat change... et la société?, La Ville Brûle, Paris, 2009.

plus. Et leur durée serait alors dérisoire comparée à celle d'autres civilisations historiques. Comment ne pas se rappeler de la magistrale leçon de Claude Lévi-Strauss dans les pages ultimes de *Tristes tropiques*: «Les institutions, les mœurs et les coutumes, que j'aurai passé ma vie à inventorier et à comprendre, sont une efflorescence passagère d'une création par rapport à laquelle elles ne possèdent aucun sens, sinon peut-être de permettre à l'humanité d'y jouer son rôle [19].»

Aux incurables optimistes qui jugeront bien trop noire notre vision de l'avenir, nous ferons valoir avec Heiner Müller que l'optimisme n'est qu'un manque d'information. Plutôt que l'histoire dominante des deux derniers siècles du capitalisme triomphant et de l'Occident libre, démocratique et éclairé, c'est sa contre-histoire, faite de non-liberté, d'oppression et du contraire des Lumières, qui peut nous permettre de mieux déchiffrer la brutale complexité des violences du monde qui vient pour mettre fin à cette situation politique obscène.

[19] C. Lévi-Strauss, *Tristes* tropiques, Pocket, Paris, 2001 [1955], p. 495.